

CTA 21 mars 2018

Déclaration préalable



Ce CTA se tient la veille d'une nouvelle journée de manifestations et de grève dans la fonction publique.

Jamais depuis 60 ans la France n'a aussi mal traité ses fonctionnaires. Mesures pour baisser les salaires nets des agents publics, stigmatisation des personnels avec le jour de carence, mépris pour les conditions de travail : en moins d'un an, le gouvernement a fait pleuvoir sur les fonctionnaires une avalanche de mauvais coups. C'est désormais aux fondements mêmes du statut qu'il s'attaque. Abandon de missions, 120 000 suppressions d'emplois en cinq ans, rémunérations individualisées, recours accru aux contractuels, remise en cause des instances de dialogue social (CHSCT, commissions paritaires) sont au programme. La réforme des retraites, annoncée pour 2019, vise à défaire un système solidaire déjà fortement dégradé par les réformes précédentes. Quant à l'éducation, les logiques trop connues continuent de s'y appliquer, en collège comme avec la réforme du bac et du lycée : baisse des moyens, renoncement aux objectifs de démocratisation, autonomie renforcée des établissements, bac local, mise à mal de la qualification disciplinaire des enseignants. Aucun « monde nouveau » dans les mesures

Les métiers de la fonction publique deviennent de moins en moins attractifs : on voit déjà baisser drastiquement le nombre de candidats qui se présentent aux différents concours de la fonction publique. Et avec la politique actuelle, cela ne peut qu'empirer : quelle image, et quelles perspectives de carrière, notre fonction publique offre-t-elle aujourd'hui aux jeunes en âge de travailler ?

Le président de la république et son gouvernement mettent en avant le dialogue social, mais quel dialogue social ? On reste abasourdi par les sujets de discussion censés couvrir le champ des réformes du bac et du lycée. Le ministère réduit ici l'échange aux modalités d'application de réformes décidées en amont et à des considérations annexes. Quel dialogue quand les suppressions de postes sont imposées ? Quand l'autonomie des établissements est mise en avant pour expliquer des suppressions d'options, de dédoublements ?

Demain, dans la rue, à l'appel des 7 organisations sur 9 de la fonction publique, les fonctionnaires manifesteront **POUR UN PRINTEMPS DES FONCTIONNAIRES ET DE L'ÉDUCATION**, pour un service publique de qualité et de proximité pour tous, construit avec les agents et non pas dans leur dos ni à leur dépens !